

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1999

Excédent budgétaire de 1,9 milliard de dollars en septembre 1999

Un excédent budgétaire de 1,9 milliard de dollars a été réalisé en septembre 1999, soit 0,1 milliard de moins que l'excédent enregistré en septembre 1998, l'augmentation (de 0,4 milliard, ou 2,9 %) des recettes budgétaires ayant été largement compensée par des hausses des dépenses de programmes (de 0,4 milliard, ou 4,9 %) et des frais de la dette publique (de 0,1 milliard, ou 2,5 %).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 9,9 %. Cependant, environ la moitié de cette augmentation a été attribuable à un transfert aux recettes des cotisations d'assurance-emploi en septembre 1998, qui a fait baisser les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers pour ce mois. Le reste de l'augmentation est attribuable en majeure partie à la vigueur soutenue des retenues sur le revenu d'emploi, elle-même tributaire de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 2,0 %, témoignant principalement de remboursements plus élevés découlant d'un trop-perçu au chapitre des acomptes provisionnels en 1998-1999.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 20,7 %, traduisant surtout le transfert en septembre 1998 de recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers pour un moins-perçu lié à l'année d'imposition 1997. En outre, la réduction des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999, contre 2,70 \$ en 1998) a plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 4,1 %, soit à peu près dans la même mesure que l'augmentation de l'assiette fiscale applicable. D'importants écarts ont toutefois été constatés entre les diverses composantes. Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont bondi de 19,2 %, la quasi-totalité de ce gain étant attribuable à la TPS prélevée sur les importations. À l'opposé, les droits de douane à l'importation ont chuté de 36,7 %. Les autres droits et taxes d'accise ont reculé de 18,2 %.
- Les recettes non fiscales ont fléchi de 20,0 %, surtout en raison du moment où les sommes ont été reçues.

Pour ce qui est des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 1,8 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 2,9 %, traduisant des prestations moyennes plus élevées et une augmentation du nombre de bénéficiaires. À l'opposé, les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 13,1 %, surtout en raison de considérations liées au calendrier, tendance qui devrait être inversée en octobre.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,9 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui révélaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont grimpé de 9,4 %. Cette augmentation est en majeure partie le reflet du moment où les paiements ont été reçus. Les subventions et autres transferts ont progressé de 11,3 %, par suite d'une baisse de 17,1 % en août 1999. Les paiements aux sociétés d'État ont affiché une hausse de 9,4 %.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	septembre		d'avril à septembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 630	14 031	77 191	79 113
Dépenses de programmes	-8 227	-8 630	-48 832	-50 514
Solde de fonctionnement	5 403	5 401	28 359	28 599
Frais de la dette publique	-3 376	-3 461	-20 457	-20 549
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 027	1 940	7 902	8 050
Opérations non budgétaires	-986	159	-2 282	-4 211
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 041	2 099	5 620	3 839
Opérations de change	-1 054	501	5 835	177
Solde financier net	-13	2 600	11 455	4 016
Variation nette des emprunts	-9 109	-9 312	-16 424	-10 702
Variation nette de l'encaisse	-9 122	-6 712	-4 969	-6 686

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

L'augmentation des dépenses en matière de défense a constitué la majeure partie de l'accroissement des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,5 %, surtout en raison d'une augmentation de l'encours total portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 8,0 milliards de dollars

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 8,0 milliards de dollars, en hausse de 148 millions par rapport à l'excédent déclaré pour la même période en 1998-1999. L'évolution d'une année sur l'autre de l'excédent budgétaire sera touchée dans les mois qui viennent par les mesures de réduction des impôts annoncées dans le budget de 1999, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1999, par la réduction des taux de cotisation à l'assurance-emploi récemment annoncée, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2000 (le taux de cotisation de l'employé sera de 2,40 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 2000, contre 2,55 \$ en 1999), ainsi que par la mesure budgétaire de 1998 consistant à hausser la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE).

Les recettes budgétaires ont avancé de 1,9 milliard de dollars, soit 2,5 %, d'une année sur l'autre, l'augmentation étant attribuable en majeure partie à la progression des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ou 4,3 %. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, et l'augmentation de l'impôt déclaré pour l'année d'imposition 1998. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de PFCE, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents. Les résultats ultérieurs subiront les effets des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,7 milliard de dollars, ou 7,9 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices ont remonté pendant

Tableau 2

Recettes budgétaires

	septembre		variation (%)	d'avril à septembre		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 803	7 474	9,9	37 608	39 222	4,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 423	1 394	-2,0	9 261	8 525	-7,9
Autres	55	198	260,0	1 110	1 444	30,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 281	9 066	9,5	47 979	49 191	2,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 764	1 398	-20,7	10 422	9 992	-4,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 858	2 214	19,2	10 370	11 603	11,9
Droits de douane à l'importation	256	162	-36,7	1 289	1 170	-9,2
Taxes de vente et d'accise	780	638	-18,2	4 402	4 277	-2,8
Total des taxes et droits d'accise	2 894	3 014	4,1	16 061	17 050	6,2
Total des recettes fiscales	12 939	13 478	4,2	74 462	76 233	2,4
Recettes non fiscales	691	553	-20,0	2 729	2 880	5,5
Total des recettes budgétaires	13 630	14 031	2,9	77 191	79 113	2,5

le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars, ou 4,1 %, traduisant surtout l'effet des rajustements pour les années antérieures, comme il a été indiqué précédemment.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 6,2 %. Les recettes nettes de TPS ont avancé de 1,2 milliard, ou 11,9 %, ce qui dépasse largement la progression de l'assiette sous-jacente. La croissance des recettes jusqu'ici demeure assujettie à des questions de calendrier, de sorte que les taux de croissance devraient ralentir dans les mois à venir et traduire plus fidèlement les taux de croissance des assiettes. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 9,2 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont baissé de 2,8 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.

- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et des autres recettes non fiscales, par exemple, les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 5,5 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes reçues.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 3,4 %, d'avril à septembre 1999 comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations versées aux aînés a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés étaient en hausse en raison de l'augmentation du nombre de personnes admissibles et de l'augmentation des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du moins grand nombre de chômeurs et de questions de calendrier.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	septembre		variation	d'avril à septembre		variation
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 872	1 926	2,9	11 257	11 488	2,1
Prestations d'assurance-emploi	781	679	-13,1	5 363	5 218	-2,7
Total	2 653	2 605	-1,8	16 620	16 706	0,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 041	-0,1	6 250	6 250	0,0
Transferts fiscaux	784	867	10,6	4 698	5 214	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-1 120	-1 125	0,4
Total	1 639	1 720	4,9	9 828	10 339	5,2
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	39	121	210,3	262	270	3,1
Affaires étrangères	143	136	-4,9	657	647	-1,5
Santé	55	72	30,9	469	501	6,8
Développement des ressources humaines	156	249	59,6	837	707	-15,5
Affaires indiennes et du Nord	307	320	4,2	2 190	2 252	2,8
Industrie et développement régional	125	64	-48,8	621	610	-1,8
Anciens combattants	115	115	0,0	681	689	1,2
Autres	165	153	-7,3	983	984	0,1
Total	1 105	1 230	11,3	6 700	6 660	-0,6
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	66	80	21,2	400	420	5,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	120	150	25,0	867	895	3,2
Autres	81	62	-23,5	490	526	7,3
Total	267	292	9,4	1 757	1 841	4,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	787	969	23,1	4 361	4 796	10,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 776	1 814	2,1	9 566	10 172	6,3
Total	2 563	2 783	8,6	13 927	14 968	7,5
Total des dépenses directes de programmes	3 935	4 305	9,4	22 384	23 469	4,8
Total des dépenses de programmes	8 227	8 630	4,9	48 832	50 514	3,4
Frais de la dette publique	3 376	3 461	2,5	20 457	20 549	0,4
Total des dépenses budgétaires	11 603	12 091	4,2	69 289	71 063	2,6
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 397	5 555	2,9	33 148	33 705	1,7

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	septembre		d'avril à septembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 027	1 940	7 902	8 050
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	122	69	730	19
Autres	-553	-123	-435	-122
Total	-431	-54	295	-103
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	1 028	737	1 389	289
Comptes de pension de retraite	363	480	1 891	2 313
Autres	24	14	19	-97
Total	1 415	1 231	3 299	2 505
Autres opérations	-1 970	-1 018	-5 876	-6 613
Total des opérations non budgétaires	-986	159	-2 282	-4 211
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 041	2 099	5 620	3 839
Opérations de change	-1 054	501	5 835	177
Solde financier net	-13	2 600	11 455	4 016

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	septembre		d'avril à septembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-13	2 600	11 455	4 016
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-6 492	-11 693	6 031	-2 206
Obligations d'épargne du Canada	-99	-27	-2 116	-1 015
Bons du Trésor	-3 600	3 650	-26 400	-3 801
Autres	-1 004	-759	543	535
Total partiel	-11 195	-8 829	-21 942	-6 487
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	77	55	532	332
Total	-11 118	-8 774	-21 410	-6 155
Payables en devises				
Obligations négociables	308	-302	3 877	-415
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	1 754	-206	2 035	-3 876
Billets du Canada	-53	-30	-926	-256
Total	2 009	-538	4 986	-4 547
Variation nette des emprunts	-9 109	-9 312	-16 424	-10 702
Variation de l'encaisse	-9 122	-6 712	-4 969	-6 686

La revue financière

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 5,2 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation comme il a été indiqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 4,8 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 ainsi que les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté d'une année sur l'autre puisque l'augmentation de l'encours total portant intérêt a plus que compensé l'effet du recul du taux d'intérêt moyen effectif applicable à cette dette. L'encours portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 3,8 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, qui prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations

relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 4,2 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 1999-2000, comparativement à 2,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est entièrement attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Il a donc été possible de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 3,8 milliards d'avril à septembre 1999, comparativement à un excédent de 5,6 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 4,0 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à septembre 1999 a été marquée par une ressource nette de 0,2 milliard de dollars, comparativement à 5,8 milliards pour la même période l'an dernier.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	30 septembre 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	16 881	-7 628
Intérêt et dette échue	9 791	9 449	-342
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	37 346	-7 970
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	124 721	2 314
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 716	289
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 627	-97
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	137 064	2 506
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	293 546	-2 206
Bons du Trésor	96 950	93 150	-3 800
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 980	-682
Autres	4 063	4 598	535
Total partiel	424 427	418 274	-6 153
Payable en devises			
Obligations négociables	24 568	24 154	-415
Bons du Canada	10 171	6 294	-3 876
Billets du Canada	1 261	1 005	-256
Total partiel	36 000	31 453	-4 547
Total de la dette non échue	460 427	449 727	-10 701
Total de la dette portant intérêt	594 985	586 790	-8 195
Total du passif	640 301	624 136	-16 165
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	7 232	-8 041
Comptes d'opérations de change	34 668	34 491	-177
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 639	103
Total de l'actif	63 477	55 362	-8 115
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	568 774	-8 050

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
<i>Moins :</i>								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*

L'excédent budgétaire de 8,0 milliards de dollars, les besoins nets de 4,2 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et la ressource nette de 0,2 milliard pour les opérations de change se traduisent par un excédent financier net de 4,0 milliards pour la période d'avril à septembre 1999, comparativement à 11,5 milliards pour la même période l'année précédente.

Cet excédent financier net, jumelé à un prélèvement de 6,7 milliards de dollars sur l'encaisse, a servi à rembourser, à la fin de septembre 1999, une tranche de 10,7 milliards de la dette contractée sur le marché. L'encaisse s'établissait à 2,6 milliards à la fin de septembre 1999.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, la loi portant création du compte de service et de réduction de la dette recevait la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991,

toutes les recettes nettes de TPS, déduction faite des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et des crédits aux personnes à faible revenu applicables, ainsi que le produit net de la vente de sociétés d'État et de dons à la Couronne désignés comme devant être affectés à la réduction de la dette doivent, en application de la loi, être directement versés dans le compte de service et de réduction de la dette. Les fonds qui se trouvent dans ce compte ne peuvent servir qu'à payer le coût du service de la dette publique et à réduire la dette. Le compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations jointes aux états financiers de 1996-1997 et de 1998-1999, le vérificateur général a remis en question la nécessité de ce compte, en raison de la notion fondamentale à la base du Trésor. Le gouvernement a demandé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes de se pencher sur cette question.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Novembre 1999

